



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE

à la décision de la Commission modifiant la décision C(2017)7281 du 27.10. 2017 relative au programme d'action annuel 2017 en faveur de la Mauritanie à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

Document d'action relatif au « Programme d'appui à la réforme de la justice »

<u>INFORMATIONS À L'INTENTION DES DEMANDEURS DE SUBVENTION POTENTIELS</u>		
<u>PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF AUX SUBVENTIONS</u>		
Le présent document constitue le programme de travail relatif aux subventions au sens de l'article 110, paragraphe 2 du règlement financier applicable au FED en vertu de l'article 37 du règlement (UE) 2015/323, aux sections suivantes en ce qui concerne les subventions octroyées directement sans appel à propositions: 5.4.1; 5.4.2 et 5.4.3.		
1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Programme d'appui à la réforme de la justice (PARJ) Numéro CRIS: MR/FED/040-188 financé par le 11 ^e Fonds européen de développement (FED)	
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	Afrique, République islamique de Mauritanie	
3. Document de programmation	Programme indicatif national (PIN) 2014-2020 du 11 ^e FED pour la coopération entre l'UE et la République islamique de Mauritanie	
4. Secteur de concentration/domaine thématique	État de droit	Aide publique au développement : OUI
5. Montants concernés	Coût total estimé: 12 600 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 12 600 000 EUR	
6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Gestion directe –subventions – octroi direct Gestion indirecte avec la République islamique de Mauritanie	
7. a) Code(s) CAD	13010 – Politique/programme en matière de population et gestion administrative 15150 – Participation démocratique et société civile	
b) Principal canal		

de distribution				
8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Aide à l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal –16, ODD principal 5 ODD secondaires–16.3, 16.6, 16.a			

RÉSUMÉ

Cette partie demeure inchangée.

1 CONTEXTE

Cette partie demeure inchangée.

2. RISQUES ET HYPOTHÈSES

Cette partie demeure inchangée.

3. ENSEIGNEMENTS TIRÉS, COMPLÉMENTARITÉ ET QUESTIONS TRANSVERSALES

Cette partie demeure inchangée..

4. DESCRIPTION DE L’ACTION

Cette partie demeure inchangée.

5. MISE EN ŒUVRE

5.1. Convention de financement

Cette partie demeure inchangée.

5.2. Période indicative de mise en œuvre

Cette partie demeure inchangée.

5.3. Mise en œuvre de la composante relative à l’appui budgétaire: N/A

Cette partie demeure inchangée.

5.4. Modalités de mise en œuvre

Le paragraphe suivant est ajouté:

« Tant en gestion indirecte qu'en gestion directe, la Commission et le ou les partenaires en gestion indirecte veilleront au respect des règles et procédures appropriées de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, y compris les procédures de recours, le cas échéant, et à la conformité de l'action aux mesures restrictives¹ affectant les pays de mise en œuvre concernés. »

5.4.1. Subvention directe au groupement d'intérêt public-Justice et Coopération internationale spécialisé (GIP-JCI) (gestion directe)

(a) Objectifs de la subvention, domaines d'intervention, priorités pour l'année et résultats escomptés:

Le paragraphe suivant est ajouté à la fin:

« Par ailleurs, cette subvention directe au GIP-JCI a également pour objectif, grâce à la mobilisation d'une expertise pénitentiaire appropriée, d'accompagner la DAPAP (Direction de l'administration pénitentiaire et des affaires pénales) dans sa restructuration, de renforcer ses capacités institutionnelles et fonctionnelles afin de lui permettre d'offrir au sein des prisons les services et métiers pénitentiaires de meilleure qualité et mieux adaptés aux besoins. En outre, cette subvention permettra d'améliorer les conditions de détention des détenus, de favoriser la mise en œuvre à leur profit des activités de préparation à la réinsertion, notamment dans les deux prisons pilotes de Nouakchott. »

(b) Justification d'une subvention directe:

Le paragraphe suivant est ajouté à la fin:

« Le statut du GIP-JCI lui permet également de mobiliser les acteurs institutionnels français du domaine pénitencier, notamment la Direction de l'Administration Pénitentiaire et les

¹ Les mesures restrictives de l'UE prévoient l'interruption ou la réduction, en tout ou en partie, des relations économiques et financières avec un ou plusieurs pays tiers, entités non étatiques, personnes physiques ou morales et groupes. Elles sont publiées sur internet à l'adresse suivante http://eeas.europa.eu/archives/docs/cfsp/sanctions/docs/measures_en.pdf

compétences dont elle dispose en son sein : administration centrale, services déconcentrés dont les 188 établissements pénitentiaires et les 103 services pénitentiaires d'insertion et de probation, d'un service à compétence nationale (le service de l'emploi pénitentiaire - SEP) et d'un établissement public administratif, l'Ecole nationale d'administration pénitentiaire (ENAP). JCI a confirmé ses compétences techniques et son expertise à travers plusieurs références dans le domaine du renforcement des capacités des administrations pénitentiaires et de l'amélioration des conditions de détention en Algérie, au Maroc, en Tunisie, en Côte d'Ivoire et au Cameroun à travers des financements FED et NEAR. »

(c) Critères de sélection et d'attribution essentiels

Cette partie demeure inchangée.

(d) Taux maximal de cofinancement

Le texte de ce paragraphe est remplacé par le texte suivant:

Le taux maximal de cofinancement possible pour cette subvention est de 100 %. Lorsqu'un financement intégral est indispensable à la réalisation de l'action, le taux maximal de cofinancement possible peut atteindre 100 %. Le caractère indispensable du financement intégral doit être justifié par l'ordonnateur compétent de la Commission dans la décision d'attribution, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de bonne gestion financière.

(e) Trimestre indicatif pour la conclusion de la convention de subvention

Cette partie demeure inchangée.

5.4.2. Subvention directe au Comité international de la Croix Rouge (CICR) (gestion directe)

Le texte de ce chapitre est supprimé.

5.4.3. Subvention directe à l'UNICEF (gestion directe)

Les points a), b), c), et e) demeurent inchangés.

Le texte du point d) est remplacé par le suivant:

Le taux maximal de cofinancement possible pour cette subvention est de 100 %. Lorsqu'un financement intégral est indispensable à la réalisation de l'action, le taux maximal de cofinancement possible peut atteindre 100 %. Le caractère indispensable du financement intégral doit être justifié par l'ordonnateur compétent de la Commission dans la décision d'attribution, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de bonne gestion financière.

5.4.4. Gestion indirecte avec le pays partenaire

Le texte du premier paragraphe est remplacé par le texte suivant:

« Une partie de la présente action (appui institutionnel, infrastructures et appel à propositions,...) sera mise en œuvre en gestion indirecte avec la République islamique de Mauritanie conformément aux modalités suivantes: »

Le reste de ce chapitre demeure inchangé.

5.5.Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

Cette partie demeure inchangée.

5.6.Budget indicatif

Le tableau du budget indicatif est remplacé par le tableau suivant:

«

Type d'engagement	Contribution de l'UE (montant en EUR)	Contribution indicative des tiers
5.4.1 Gestion directe Subvention: octroi direct au GIP JCI pour : (i) appui à la formation initiale et appui à la formation continue; (ii) mise en place d'une ingénierie pédagogique, pour la création du CFJ et la mise en place de structures de recherche de preuves et de police scientifique avec scène de crime, rédaction de modules et formation d'un Pool de formateurs au profit du CFJ (iii) appui à la restructuration de la DAPAP, (iv) appui à l'humanisation des conditions de détention	2 300 000	
5.4.3 Gestion directe Subvention: octroi direct à l'UNICEF pour soutien aux dispositifs institutionnels et judiciaires de la justice juvénile	600 000	
5.4.4 Gestion indirecte avec le pays partenaire Devis-programme : - Résultat 1 : Les capacités du MJ et des professionnels de la justice sont renforcées et la mise en œuvre de la politique sectorielle est amorcée (sauf activités rentrant dans la convention de délégation avec le GIP JCI): - Résultat 2 : Le fonctionnement de la chaîne pénale et pénitentiaire est amélioré et les conditions de détention humanisées (sauf activités rentrant dans la convention de délégation avec GIP-JCI et avec UNICEF) - Résultat 3 : L'accès à la justice pénale est facilité (sauf subventions aux OSC si choix des engagements spécifiques) Contrat de service: Assistance technique, Coordination du programme et appui institutionnel, assistants techniques principaux et non principaux, y compris dépenses accessoires (maximum 200.000 EUR) et fonctionnement de l'UGP Appel à proposition pour subvention et/ou subvention en procédure négociée aux OSC (gestion indirecte avec contrôle ex ante en régie / engagement spécifique) pour soutenir les initiatives portées par les OSC et destinées aux populations vulnérables avec attention particulière aux femmes. Passation de marché pour infrastructures, engagements spécifiques (résultat 4)	1.900 000 2 400 000 500 000 3 500 000	
Provisions pour imprévus	1 100 000	

5.9 et 5.10. Audit, évaluations	200 000	
5.11 Communication/visibilité	100 000	
TOTAL GENERAL	12.600 000	

»

5.7.Structure organisationnelle et responsabilités

Cette partie demeure inchangée.

5.8. Suivi des résultats et rapports

Cette partie demeure inchangée.

5.9. Évaluation

Cette partie demeure inchangée.

5.10. Audit

Cette partie demeure inchangée.

5.11. Communication et visibilité

Cette partie demeure inchangée.

APPENDICE 1– MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE DU PARJ

Cette partie demeure inchangée.